



**5<sup>ème</sup> Réunion du  
Groupe de Travail sur l'Universalité du Statut de Rome de la Cour  
pénale internationale en Afrique du Nord,  
au Moyen-Orient et au Golfe**  
17- 18 Mai 2012  
Parlement du Maroc, Chambre des Représentants  
Rabat, Maroc  
Salle Marocaine

**Programme de travail et participants**

Version finale

## **I. PRÉSENTATION ET OBJECTIFS DU PROJET**

Alors que la plupart des gouvernements d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et du Golfe ont exprimé leur soutien à la CPI, rares sont ceux ayant pris les mesures nécessaires pour ratifier ou adhérer au Statut de Rome. Actuellement, alors même que 121 Etats à travers le monde sont parties au Statut de Rome, dans la région seules la Jordanie en 2002 et la Tunisie en 2011 ont décidé de rejoindre le système de la CPI.

Le Groupe de Travail régional sur l'Universalité du Statut de Rome de la CPI a été établi à l'occasion d'une conférence parlementaire qui s'est tenue au Caire, Egypte, en 2005. *La Campagne de PGA pour l'efficacité et l'universalité du système du Statut de Rome*, a par la suite organisé des sessions du Groupe de Travail à Beyrouth, Liban (2006), au Parlements des Pays-Bas, à La Haye (2007) et à Manama, Bahreïn (2009).

Le Groupe de travail a pour objectif de:

*"Renforcer l'Etat de droit et les principes de la démocratie par la promotion de la participation universelle au système de la CPI et le plein respect des normes du Statut à travers la mise en œuvre efficace du Statut de Rome dans les ordres juridiques nationaux, avec un accent particulier sur le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les Pays du Golfe. "*

Le Groupe de travail se présente sous la forme de consultations politiques, juridiques et stratégiques à huis clos parmi un groupe choisi de parlementaires de la région au cours desquelles des experts ainsi que des fonctionnaires de la CPI sont invités à apporter une contribution spécifique et à participer dans un dialogue interactif. Les discussions ont lieu en arabe, en anglais et en français.

Pour sa 5<sup>ème</sup> session, le Groupe de travail s'est réuni sous les auspices de la Chambre des Représentants du Maroc, à Rabat les 17 et 18 mai.

## **II. OBJECTIFS DE LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL À RABAT**

La réunion du Groupe de Travail de Rabat cherchera donc à aborder les objectifs suivants:

1. Comprendre la portée et le rôle du Statut de Rome pour la protection des civils,
2. Comprendre la contribution du Statut de Rome à la promotion et la consolidation de l'Etat de droit ainsi qu'à la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves,
3. Analyser le fonctionnement du principe de complémentarité et son impact sur les ordres juridique internes,
4. Comprendre les défis et les progrès de la CPI dans diverses situations à travers le monde,
5. Analyser la perception de «deux poids, deux mesures» qui serait appliquée par les institutions internationales et qui peuvent préjudiciables à un « ordre international fondé sur des règles »,
6. Discuter du crime d'agression suite à l'adoption d'une définition lors de la Conférence de Révision de Kampala, et
7. Stimuler le processus de ratification du Statut de Rome et identifier les éventuels obstacles à surmonter pour y parvenir.

### III. PROGRAMME

---

#### Jeudi 17 mai : Salle Marocaine

- 09h-09h30 Ouverture des Consultations du Groupe de Travail,**  
M. Mohammed Yatim, *1<sup>er</sup> Vice-Président de la Chambre des Représentants*  
M. Driss Lachguar, MP, *Union Socialiste des Forces Populaires (USFP)*  
S.E. Amb. Tiina Intelmann, *Présidente de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la CPI*  
M. Coskun Çörüz, MP (Pays-Bas), *Coordinateur adjoint, Programme de droit international et de droits de l'Homme, PGA / Rapporteur droits de l'Homme, Assemblée Parlementaire de l'OSCE*  
M. Mohammed Benabdessadeq, MP, *Parti de la Justice et du Développement*
- 10-11h Tour de table: Défis pour la prévention des crimes internationaux dans la région**
- 11h-11h30 Nominations des Rapporteurs et Adoption de l'Agenda de la Réunion**
- 11h30 La CPI dans le système de la justice et de la politique internationales**  
*Amb. Tiina Intelmann, Présidente de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la CPI*  
  
*Discussion interactive*
- 13h Déjeuner offert par le Parlement du Maroc**
- 15h Commentaires sur les amendements au Statut de Rome sur le Crime d'agression par**  
Mlle Deborah Ruiz Verduzco, *Directrice adjointe, Programme de droit international et de droits de l'Homme, Action mondiale des parlementaires*  
  
**Derniers développements sur la Cour pénale internationale**  
M. Rod Rastan, *Bureau du Procureur de la CPI*  
  
*Commentaires de M. Coskun Çörüz, MP (Pays-Bas), Coordinateur adjoint, Programme de droit international et de droits de l'Homme, Parliamentarians for Global Action*  
  
**La question de l'immunité des Chefs d'Etats au niveau international**  
Maitre Mohammed Ayat, *Conseiller auprès de la Commission nationale des droits de l'Homme, Ancien conseiller juridique du Bureau du Procureur, Tribunal pénal pour le Rwanda*  
  
*Discussion interactive*
- 19.30 Dîner, Restaurant le Grand Comptoir**

#### Vendredi 18 mai : Salle Marocaine

- 9h30 Le Statut de Rome et le droit international humanitaire**  
Prof. Mohammed El Bazzaz, *Commission nationale du droit international humanitaire*  
  
**Importance de l'harmonisation du Statut de Rome avec le droit pénal national**  
Prof. Mohamed Ftouhi, *Chercheur en droit international humanitaire*

### **La société civile, la démocratie et l'Etat de droit**

Mme Fatima Zohra Boukaissi, *Secrétaire Générale, ADALA*

Mlle Leila Hanafi, *Coordinatrice régionale pour la région ANMO, ONG Coalition pour la Cour pénale internationale*

M. Hicham Cherkaoui, *Expert sur la lutte contre l'impunité, Conseiller de PGA, Coalition Marocaine pour la CPI*

*Commentaires du Dr. David Donat Cattin, Directeur, Programme de droit international et de droits de l'Homme, Action mondiale des parlementaires*

*Commentaires de Mme Latifa Jbabdi, Union de l'Action Féminin, Ancienne membre de l'Instance Equité et Réconciliation du Maroc*

### **Compte-rendu des discussions**

Mme. Fatiha Moukni, MP (Maroc)

Mme Souad Abderrahim, MP (Tunisie)

M. Abdessamad Idrissi, MP (Maroc)

### **Discussion stratégique sur des thèmes prioritaires et mesures à prendre**

**12.30**

Déjeuner de clôture avec les Représentants du Parlement marocain, Hôtel Golden Tulip Farah

#### IV. PARTICIPANTS

#### PARLEMENTAIRES

##### EGYPTE

1. **Dr. Adel Afify, MP**  
Vice-président, Commission droits de l'Homme  
*al-Asala Party*

##### JORDANIE

2. **M. Jamel Nimri, MP**  
*Bloc démocratique*

##### ROYAUME DU MAROC

3. **Mr. Mohamed Yatim, MP**  
1<sup>er</sup> Vice-Président de la Chambre des Représentants  
*Parti de la Justice et du Développement*
4. **M. Abdessalam Bellaji, MP**  
2<sup>ème</sup> Vice-Président, Commission des Affaires étrangères, des affaires islamiques et des marocains résidant à l'étranger  
*Parti de la Justice et du Développement*
5. **M. Mohammed Benabdessadeq, MP**  
Vice-Président, Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Parti de la Justice et du Développement*
6. **Mme Naima Benyahia, MP**  
Commission des secteurs sociaux  
*Parti de l'Istiqlal*
7. **Dr. Jamal Bouzidi, MP**  
Commission des Infrastructures, de l'énergie, des mines et de l'environnement  
*Parti de l'Istiqlal*
8. **M. Roudani Cherkaoui, MP**  
Commission de Justice, de Législation, et des droits de l'Homme  
*Parti authenticité et modernité*
9. **Ms. Rakiya Eddarhem, MP**  
Commission des Affaires étrangères, des affaires islamiques et des marocains résidant à l'étranger  
*Union Socialiste des Forces Populaires*

10. **Mme Fouzia Elbayed, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Union Constitutionnelle*
11. **Mr. Ali Elyazaghi, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Union Socialiste des Forces Populaires*
12. **M. Mokhtar Ghambou, MP**  
Commission des Affaires étrangères, des affaires islamiques et des marocains résidant à l'étranger  
*Mouvement populaire*
13. **Dr. Mohamed Hanine, MP**  
Président, Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Rassemblement National des Indépendants*
14. **Mr. Abessamad Idrissi, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Parti de la Justice et du Développement*
15. **Dr. Ahmed Jodar, MP**  
Commission des secteurs sociaux  
*Parti de la Justice et du Développement*
16. **Mr. Mohamed Khaïry, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits de l'Homme  
*Parti de la Justice et du Développement*
17. **Mr. Hamza Kantaoui, MP**  
Commission des Affaires étrangères, des affaires islamiques et des marocains résidant à l'étranger  
*Parti de la Justice et du Développement*
18. **M. Ali Kebiri, MP**  
Président, Commission des Affaires étrangères, des affaires islamiques et des marocains résidant à l'étranger  
*Groupe mouvement populaire*

19. **M. Driss Lachguar, MP**  
*Union Socialiste des Forces Populaires*

20. **M. Abdessamed Lhaiker, MP**  
Commission de l'enseignement, de la culture  
et de la communication  
*Parti de la Justice et du Développement*

21. **M. Chaabi Mohcine, MP**  
Commission des Finances et du  
développement économique  
*Al-Mustaqbal*

22. **Mme Fatiha Moukrii, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits  
de l'Homme  
*Parti de l'Istiqlal*

23. **M. Abdellatif Naciri, MP**  
Commission des secteurs sociaux  
*Parti de la Justice et du Développement*

24. **Mme Lahlou Oum El Banine, MP**  
Commission des Affaires étrangères, des  
affaires islamiques et des marocains résidant  
à l'étranger  
*Union Constitutionnelle*

25. **M. Abdelkhalak Quarrouiti, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits  
de l'Homme  
*Union Socialiste des Forces Populaires*

26. **Mme Rachida Tahri, MP**  
Commission de Justice, Législation, et Droits  
de l'Homme  
*Parti du progrès et du socialisme*

#### TUNISIE

27. **M. Larbi Ben Salah Abid, MP**  
2<sup>ème</sup> Vice-président  
*Congrès Républicain*

28. **Mme Souad Abderrahim, MP**  
Présidente, Commission des droits, des  
libertés et des relations extérieures  
*Ennhada*

#### YÉMEN

29. **M. Ali M. Al-Mamari, MP**  
Commission du Développement et du  
Pétrole  
*Indépendant*

30. **M. Ali Ashal, MP**  
Commission du Développement et du  
Pétrole  
*Parti Islab*

#### PAYS-BAS

31. **M. Coskun Çörüz, MP**  
*Porte-parole Justice et droits de l'Homme, CDA*  
*Membre, de la Commission des Affaires étrangères*  
*Rapporteur droits de l'Homme, Assemblée*  
*Parlementaire de l'OSCE*  
Coordinateur adjoint, Programme de droit  
international et de droits de l'Homme, PGA

### ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES AU STATUT DE ROME

32. **Amb. Tiina Intelmann**  
Présidente de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la CPI

### COUR PENALE INTERNATIONALE

33. **Dr. Rod Rastan**  
Conseiller juridique, Bureau du Procureur de la CPI

## FONCTIONNAIRES ET INSTITUTIONS NATIONALES

34. **M. Hicham Balawi**  
Ministère de la Justice  
*Maroc*
35. **M. Said Derkaoui**  
Ministère des Relations avec le Parlement, Cabinet du Min. Choubani  
*Maroc*
36. **Mr. Mohammed Ayat**  
Commission nationale des droits de l'Homme, Maroc  
*Ancien conseiller juridique du Bureau du Procureur, Tribunal pénal pour le Rwanda*
37. **Dr. Mohammed El Bazzaz**  
Commission nationale de droit international humanitaire  
*Maroc*

## EXPERTS AND SOCIETE CIVILE

1. **Mlle Leila Hanafi**  
Coordinatrice régionale pour la région ANMO  
ONG Coalition pour la Cour pénale internationale
2. **Mme Fatima Zohra Boukaissi**  
Secrétaire Générale, ADALA
3. **M. Mohamed Ftouhi**  
Chercheur en droit international humanitaire
4. **Mme Latifa Jbabdi**  
Union de l'Action Féminine  
*Ancienne membre de l'Instance Equité et Réconciliation du Maroc, et ancienne membre de PGA*
5. **M. Hassan Maaouni**  
Président, Forum pour les initiatives de développement et de consolidation de l'Etat de droit  
*Ancien 2eme Vice-président, Parlement du Maroc*

## SECRETARIAT

### PARLEMENT DU MAROC

6. **M. Najib El Khadi**  
Secrétaire Général
7. **M. El Mustapha Nassiri**  
Chef du Service de presse, de l'information et des relations publiques
8. **M. Youssef Ait Zedib**  
Protocole
9. **Mme Hafida Idbelhaj**  
Protocole

### ACTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES Programme de droit international et de droits de l'Homme

10. **Dr. David Donat Cattin**  
Directeur principal
11. **Mlle Deborah Ruiz Verduzco**  
Directrice adjointe
12. **Mlle Leyla Nikjou**  
Chargée de programmes
13. **Mlle Maïa Trujillo**  
Chargée de programmes adjointe
14. **M. Hicham Cherkaoui**  
Expert sur la lutte contre l'impunité;  
Coalition marocaine pour la CPI  
*Consultant de PGA*
15. **Mlle Alba I. Leon**  
Soutien depuis le Bureau de la Haye

### V. A PROPOS DE PGA

Fondée en 1979, PGA est une organisation composée de plus de 1300 parlementaires dans plus de 113 pays à travers le monde. PGA a contribué à la création de la CPI, et mène une campagne mondiale pour l'universalité de la CPI depuis l'adoption du Statut de Rome en 1998. Les membres de PGA ont directement contribué à 75 des 121 ratifications du Statut de Rome.

Le Secrétariat de PGA opère à partir de son Bureau auprès des Nations Unies (à New York) et de son Bureau auprès de la Cour pénale internationale (à La Haye).

*Avec le soutien de l'Union européenne (Commission européenne), des gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Fondation Humanity United ainsi que les facilités offertes par le Parlement du Maroc.*

Ce document peut être téléchargé depuis : [www.pgaction.org/activity/2012/Rabat-ICC.html](http://www.pgaction.org/activity/2012/Rabat-ICC.html)  
Contacts: [deborah.ruiz@pgaction.org](mailto:deborah.ruiz@pgaction.org) [maia.trujillo@pgaction.org](mailto:maia.trujillo@pgaction.org)

**SIÈGE:** 211 East 43rd Street, Suite 1604, New York, NY 10017 USA  
**Fondation PGA:** 70 Laan van Meedervoort, La Haye, 2517AN, Pays-Bas  
T +31.70.360.4433 | F +31.70.364.22.55 | +31.6.23.31.8581 [www.pgaction.org](http://www.pgaction.org)